

Avis n° 03-737
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 17 juin 2003
sur la décision tarifaire n° 2003027 de France Télécom
relative à la commercialisation pour les étudiants d'une offre promotionnelle
sur les forfaits « Les Heures Locales » et « Les Heures France »

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 23 mai 2003 ;

Après en avoir délibéré le 17 juin 2003

1. L'objet de la décision tarifaire

Par la présente décision tarifaire, France Télécom prévoit deux promotions destinées aux étudiants ayant leur propre domicile, à l'occasion de toute souscription à un contrat « Les Heures Locales » ou un contrat « Les Heures France ».

La gamme « Les Heures Locales » se compose d'un ensemble de sept forfaits mensuels, allant de 3 heures à 20 heures, réservés aux clients résidentiels et portant sur les communications locales. Les tarifs de ces forfaits s'échelonnent respectivement de 5,70 € TTC à 36,20 € TTC par mois.

La gamme « Les Heures France » se compose d'un ensemble de huit forfaits mensuels, allant de 2 heures à 20 heures, réservés aux clients résidentiels et portant sur les communications locales, de voisinage et interurbaines. Les tarifs de ces forfaits s'échelonnent respectivement de 7 € TTC à 49 € TTC par mois.

Les promotions envisagées consistent à offrir à tout étudiant souscrivant aux forfaits « Les Heures Locales » ou « Les Heures France », au départ de la métropole, 30% de temps de communications supplémentaire.

La période de souscription à cette offre s'étend du 30 juin 2003 au 30 juin 2004 inclus. Les étudiants en bénéficient jusqu'au 31 décembre 2004.

2. L'analyse de l'Autorité

L'Autorité a analysé l'effet que ces offres promotionnelles peuvent avoir sur les conditions concurrentielles du marché. Elle a cherché à évaluer notamment les possibilités économiques qu'aurait un opérateur alternatif jugé efficace de mettre en œuvre des offres équivalentes tout en ayant recours aux services d'interconnexion de France Télécom.

Elle note que cette décision consiste à proposer, durant un délai d'un an, des offres spéciales aux étudiants leur accordant 30 % de temps de communications supplémentaire par rapport aux forfaits considérés pendant une durée pouvant s'échelonner de six mois à 18 mois à compter de la date de souscription. La durée d'effet de ces offres, qui peut en l'occurrence permettre de couvrir toute l'année scolaire, leur confère une portée particulière au regard de simples promotions dont le bénéfice est généralement limité à un nombre de mois plus restreint.

L'Autorité prend en compte le principe de faire bénéficier les étudiants de tarifs intéressants et rappelle à cet égard qu'elle a déjà eu l'occasion de se prononcer favorablement sur un certain nombre de dispositions allant dans ce sens.

Au terme de son analyse, elle constate cependant que l'offre promotionnelle sur les forfaits « Les Heures Locales » est de nature à générer des effets de ciseau tarifaire, dans le cas de chacun des forfaits concernés, non négligeables¹ vis à vis d'opérateurs alternatifs.

A contrario, l'Autorité constate que l'offre promotionnelle sur les forfaits « Les Heures France » permet aux étudiants de bénéficier des forfaits considérés à des prix avantageux, sans toutefois que ces dispositions ne comportent de risques anticoncurrentiels.

3. Conclusions

L'Autorité émet un avis favorable sur la promotion tarifaire faite aux étudiants relative aux forfaits « Les Heures France ».

Elle émet un avis défavorable sur la partie de la décision tarifaire n° 2003027 relative à la promotion tarifaire sur les forfaits « Les Heures Locales ».

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 juin 2003

Le Président

Paul Champsaur

¹ Les niveaux tarifaires auxquels conduit la promotion tarifaire est à l'origine d'un effet de ciseau tarifaire, pour chacun des forfaits concernés, qui se traduit par un taux de marge négatif de plus de 20%.

© Autorité de régulation des télécommunications - Juin 2003
7, Square Max Hymans - 75730 PARIS Cedex 15
Téléphone : +33 1 40 47 70 00 - Télécopie : +33 1 40 47 71 98